

Bruxelles, le 11.11.2016  
C(2016) 7248 final

**DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du 11.11.2016**

**relative au programme d'action annuel 2016, deuxième partie, en faveur du Burkina  
Faso à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 11.11.2016

**relative au programme d'action annuel 2016, deuxième partie, en faveur du Burkina Faso à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>1</sup>, et notamment son article 9(1),

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>2</sup>, et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le programme indicatif national pour la période 2014-2020<sup>3</sup> dont le point 1.2 établit les priorités suivantes: (i) la gouvernance, (ii) la santé et (iii) la sécurité alimentaire et nutritionnelle, incluant l'agriculture durable et l'eau.
- (2) Le programme d'action annuel 2016, deuxième partie, financé au titre de l'accord interne du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED) (ci-après 'l'accord interne')<sup>4</sup> vise à contribuer principalement aux priorités (i) et (iii) mentionnés dans le considérant (1) ci-dessus. Il est constitué de l'action intitulée «Programme d'appui à la politique sectorielle eau et assainissement (PAPS-EA)». La première partie du programme d'action annuel 2016 vise à contribuer principalement aux priorités (i) et (ii) mentionnés dans le considérant (1) ci-dessus. Il inclut une action intitulée «Programme d'appui à la politique sectorielle santé II», et une action intitulée "Programme d'appui à la gestion publique et aux statistiques (PAGPS)",
- (3) L'action objet de cette Décision, intitulée «Programme d'appui à la politique sectorielle eau et assainissement (PAPS-EA)» est initié dans la perspective d'une consolidation des acquis d'un programme antérieur et d'une extension au domaine de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE). Il contribuera à la mise en œuvre de la «Politique nationale de l'eau» (PNE) du Burkina Faso avec pour objectif spécifique «Améliorer équitablement et durablement l'accès à l'eau potable, l'assainissement et à l'hygiène de la population, dans le respect d'une gestion intégrée des ressources en eau». Les résultats attendus sont : (i) La gouvernance sectorielle est améliorée. (ii) La gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) est opérationnelle. (iii) L'accès des populations au service d'approvisionnement en eau potable est amélioré. (iv) L'accès

---

<sup>1</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

<sup>3</sup> Décision C(2014) 3497 du 3.6.2014

<sup>4</sup> Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1.

des populations au service d'assainissement des eaux usées et excréta est amélioré. Le renforcement de la société civile dans son rôle de partenaire et acteur critique est une composante fondamentale des actions promues par le PAPS-EA. Il sera intégré de manière transversale. Le PAPS-EA comprend un contrat de réforme sectoriel pour l'eau et assainissement et des appuis complémentaires pour la prise en charge des aspects liés au renforcement des capacités et de l'appui à la société civile.

- (4) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission<sup>5</sup> applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (5) Il y a lieu d'adopter un programme de travail en matière de subventions dont les modalités sont fixées à l'article 128, paragraphe 1, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et à l'article 188, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 37 paragraphe 1 du règlement (UE) 2015/323. Le programme de travail est énoncé dans l'annexe (section 5.4.1.1).
- (6) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte au Burkina Faso désigné dans la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de financement. Conformément à l'article 60, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 17, du règlement (UE) 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que des mesures sont prises pour superviser et soutenir la mise en œuvre des tâches confiées. Ces mesures et les tâches confiées sont décrites dans l'annexe de la présente décision.
- (7) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicables en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (8) Conformément à l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, la Commission doit définir ce que l'on entend par « modifications non substantielles de la présente décision », afin de garantir que toute modification de ce type peut être adoptée par l'ordonnateur délégué compétent.
- (9) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord.

DÉCIDE:

#### *Article premier*

#### **Adoption de la mesure**

La décision relative au programme d'action annuel 2016 en faveur du Burkina Faso, deuxième partie présentée en annexe, est adoptée.

Le programme comporte l'action suivante:

Programme d'appui à la politique sectorielle eau et assainissement (PAPS-EA).

---

<sup>5</sup> Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, JO L 362 du 31.12.2012, p. 1.

## *Article 2*

### **Contribution financière**

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre du programme visé à l'article 1<sup>er</sup> est fixée à 54 000 000 EUR et est financée sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

## *Article 3*

### **Modalités de mise en œuvre**

Des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées à l'entité désignée dans l'annexe, sous réserve de la conclusion de la convention y afférente.

Les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323 sont énoncés dans les annexes.

## *Article 4*

### **Modifications non substantielles**

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut adopter ce type de modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 11.11.2016

*Par la Commission*  
*Neven MIMICA*  
*Membre de la Commission*